

NATIONS UNIES  
INSTITUT AFRICAIN  
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE  
ET DE PLANIFICATION

DAKAR

CS/2796-AC

N 5090

(23)

NUMERISE-AGS-RM

DISCOURS PRONONCE PAR M. Samir AMIN  
A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU COLLOQUE SUR L'AFRIQUE  
ET LA PROBLEMATIQUE DU FUTUR

(Dakar, le 18 juillet 1977)

OCTOBER, 1977

1-10-18

1-10-18  
1-10-18  
1-10-18  
1-10-18



1-10-18  
1-10-18  
1-10-18  
1-10-18

1-10-18

Discours prononcé par M. Samir AMIN  
à l'occasion de l'ouverture du Colloque sur l'Afrique  
et la problématique du futur

(Dakar, le 18 juillet 1977)

J'ai le plaisir au nom du Dr. NICOL, en mon nom, comme en celui de vous tous, de saluer ici, en la personne de Monsieur Malick SOW, Directeur du Plan du Sénégal, la présence officielle et amicale d'un collègue du pays hôte. Je voudrais le prier de transmettre nos remerciements à son gouvernement. Le Sénégal, pays hôte, et son gouvernement n'ont jamais manqué de sollicitude à l'égard des institutions pan-africaines et singulièrement de l'I.D.E.P., comme à l'égard de toutes les formes de dialogues culturels et scientifiques.

Je voudrais également remercier en la présence du Dr. NICOL la participation et le soutien de l'UNITAR dont il est le Directeur Exécutif. Le Docteur NICOL et Monsieur Philippe DE SEYNES, son collaborateur, nous ont fait l'honneur de choisir l'I.D.E.P. pour organiser ce colloque pan-africain. Ce colloque se situe d'ailleurs dans le cadre d'une série d'opérations organisées par l'UNITAR couvrant l'ensemble des continents concernant la problématique du futur. Je vous prie de trouver ici l'expression de mes remerciements personnels et de ceux de tous les collègues et, je suis sûr, de toute la salle, pour ce choix qui nous honore. Le soutien financier de l'UNITAR, mais aussi votre soutien intellectuel, particulièrement celui de Monsieur Philippe DE SEYNES, ont été particulièrement décisifs dans cette préparation.

.../..

Je ne voudrais pas oublier de saluer ici et de remercier un certain nombre de personnes. En premier lieu la S.A.R.E.C. suédoise dont le soutien matériel a été décisif, de manière indirecte, puisque c'est elle qui finance à l'UNITAR ces activités concernant la problématique du futur, et de manière très indirecte, puisque des financements supplémentaires tant pour la phase préparatoire que pour le déroulement de cette conférence, ont été accordés par la S.A.R.E.C. Mais ce n'est pas seulement un soutien financier que la S.A.R.E.C. nous apporte. C'est aussi un soutien intellectuel, moral et politique de première importance. La S.A.R.E.C. n'a jamais négligé de soutenir la réflexion autonome des pays et des continents du Tiers Monde et nous leur en savons gré.

Je voudrais également remercier la Coopération Française pour son soutien financier et intellectuel important. La Coopération Française, en acceptant de détacher à plein temps un expert de première qualité auprès de nous, et de financer partiellement la tenue de cette conférence, a témoigné une fois de plus de l'intérêt qu'elle porte aux activités de notre Institut. Déjà à l'occasion de la Conférence des Ministres de la C.E.A. tenue à Kinshasa en février dernier, le Ministère français de la Coopération avait fait connaître son appréciation des activités de l'I.D.E.P.

Je voudrais souhaiter la bienvenue à Dakar aux nombreux participants, une quarantaine d'intellectuels et de responsables au plus haut niveau, venus des différentes régions de notre continent, dont la qualité exceptionnelle témoigne de l'intérêt qui est porté aux activités de ce type organisées par notre Institut. Un salut fraternel et particulièrement chaleureux aux représentants des mouvements de libération, l'A.N.C., la S.W.A.P.O. et les mouvements du Zimbabwe ici présents. C'est une tradition depuis 7 ans dans cette maison de considérer les mouvements de libération des régions non encore indépendantes de notre continent comme partie intégrante du continent africain.

Je voudrais saluer la présence d'un certain nombre d'autres hôtes et amis de marque, en particulier Monsieur Paul-Marc HENRY qui, à la tête du Centre de Développement de l'O.C.D.E. qu'il dirigeait jusqu'à il y a peu de temps, a soutenu la préparation de ce colloque. Je salue le groupe Interfuturs de l'O.C.D.E. qui a jugé importante la participation de nos collègues des pays développés à ce colloque. Je voudrais également saluer la présence de Monsieur MUSHAKHOJI, qui représente l'Université des Nations Unies, les amis peu nombreux, mais choisis, des autres continents asiatique et latino-américain, et enfin, last but not least, le représentant de l'Association des Institutions de recherche du continent africain, Monsieur BUJRA, le Secrétaire Exécutif du CODESRIA.

Je voudrais aborder directement l'objet de ce colloque de manière à permettre à nos travaux de démarrer immédiatement, dès ce matin.

Ce colloque doit marquer, je crois, une étape dans la réflexion autonome du continent africain sur son devenir. Mais il doit aussi être considéré très modestement par nous tous comme une étape seulement, sinon la première étape, heureusement, tout au moins, une étape préliminaire. Nous avons donc le souci de songer à la préparation des étapes suivantes de ce type d'activités de réflexion nécessaires sur l'avenir de notre continent dans la perspective de son combat inachevé pour sa libération.

Ici, au cours de ce colloque, nous nous proposons très simplement d'essayer d'explorer les grandes alternatives d'un développement économique possible pour le continent africain dans un cadre mondial désormais remis en cause et sur l'avenir duquel on ne pose les mêmes questions ici et là. Le titre de ce colloque, d'ailleurs, vous l'avez remarqué, n'est pas le futur ou l'avenir de l'Afrique, mais "l'Afrique

et la problématique du futur". Cette problématique du futur est en universelle, commune à l'ensemble des peuples et des nations de la planète, et l'Afrique occupe une place, acceptable ou non, dans cette communauté mondiale.

Pour explorer ces grandes alternatives, je crois qu'il nous faut supposer pouvoir avancer dans un certain nombre de directions. D'abord, nous interroger, avoir peut-être même l'ambition de définir les finalités mêmes du développement. Du développement en général, mais plus particulièrement du développement dans les conditions historiques de l'Afrique. Si, comme certainement la plupart d'entre nous y sommes attachés, nous avons l'ambition de participer à la reconstruction d'un monde qui respecte mieux que par le passé la personnalité de chaque nation et l'apport particulier de chaque peuple, je crois que nous ne pouvons pas ne pas nous interroger inlassablement sur la finalité même du développement et sur l'impact des développements possibles sur l'autonomie et l'apport de chaque peuple et de chaque nation à la collectivité universelle.

Plus techniquement, il nous faudra sans doute explorer un certain nombre de scénarios mondiaux pour utiliser un terme maintenant bien connu. Certes on mettra l'accent sur la place de l'Afrique dans ces scénarios, mais il faut savoir néanmoins qu'il ne peut s'agir que d'un certain nombre de scénarios qui concernent l'ensemble des rapports internationaux. Depuis que l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté solennellement une proclamation d'intention concernant la révision de l'ordre économique international, et la mise en place d'un nouvel ordre économique international, les fabricants de scénarios se multiplient. Il y en a de toutes natures. La signification politique et sociale de ces scénarios, leur degré de sérieux, de sophistication, sont très variables. Mais, une fois de plus, dans ce domaine comme dans les autres, les fabricants de scénarios se recrutent plutôt dans les pays du Nord que dans ceux du Sud. Il nous appartient de participer à une réflexion aussi systématique que possible, aussi sérieuse

que possible, en élaborant nous aussi nos propres réflexions sur les scénarios d'avenir de notre continent. Il nous faudra explorer dans ce cadre la place de l'Afrique dans ces différents scénarios possibles et aller même plus loin, définir des stratégies nationales de développement plus ou moins cohérentes avec ces scénarios. Il ne servirait à rien de nous amuser, ce serait alors un amusement seulement, à réfléchir sur l'avenir du monde et des relations internationales, si on ne mettait en cause, simultanément, en discussion le contenu des politiques nationales de développement. Car l'ordre international n'est jamais que la résultante des ordres nationaux.

Comment juger de ces scénarios, selon quels critères, à partir de quelles perspectives ? Nous vous proposons, parce que nous pensons que c'est là l'attitude de tout patriote africain, de retenir deux critères fondamentaux qui sont ceux qui ont été retenus par les plateformes communes des Etats africains à l'occasion notamment des réunions de l'O.U.A.: les deux critères, que nous croyons liés indissolublement, du renforcement de l'indépendance nationale - fut-ce dans un cadre d'inter-dépendance, mais alors d'interdépendance réelle, et non d'interdépendance proclamée cachant mal d'ailleurs la dépendance à sens unique - et d'un développement populaire, c'est-à-dire d'un développement qui réponde réellement aux besoins des grandes masses populaires. Ce sont les critères, en anglais de "self-reliance", en français, de "développement autocentré".

Telles sont les questions qui sont à l'ordre du jour de cette semaine de travail. Elles sont considérables. Heureusement nous disposons, outre la qualité des participants ici réunis, des résultats d'un travail préparatoire qui, j'en suis sûr, aidera à organiser en plénière, mais surtout dans les groupes de travail, une discussion fructueuse.

Nous avons tout d'abord voulu que l'on dispose d'une base de connaissances solide concernant le passé récent et le présent de notre continent. A cette fin, nous avons produit un "economic survey" qui couvre les 25 années 1950-1975. C'est un fort volume, très sérieux.

C'est un document de travail d'un intérêt très grand et, je dois le dire, d'une qualité exceptionnelle. La difficulté de la tâche ne doit pas être sous-estimée. Des organisations africaines, en apparence beaucoup mieux dotées que nous, ne sont pas parvenues jusqu'à présent à en produire autant. Aussi ce document a-t-il au moins la qualité jusqu'à présent unique. Je voudrais que les deux collaborateurs qui, grâce à la générosité et à l'intelligence de l'UNITAR et de la SAREC, ont pu faire ce travail, Messieurs HAMID et GAKOU, trouvent ici l'expression de mes remerciements personnels et de nous tous. Les résultats de l'analyse de ce document vous seront présentés très rapidement, dès aujourd'hui, et constitueront le point de départ de nos discussions.

Nous vous avons proposé également un projet d'analyse du futur à partir de 3 familles de scénarios. Sans entrer dans le détail de ces scénarios qui feront l'objet d'une réflexion soutenue pendant une semaine de travail : un premier scénario de poursuite dans la ligne du développement dépendant que notre continent a connu au cours des 25 dernières années, un second scénario qui prend au sérieux certaines orientations du nouvel ordre économique international, envisage une révision effective de la division internationale du travail mais reste dans la perspective d'une division internationale du travail encore inégale pour la période historique à venir, et un troisième scénario qui voudrait prendre au sérieux d'une manière aussi marquée que possible les objectifs proclamés d'un développement auto-centré, "self-reliant", tant au niveau national, qu'au niveau continental, voire à celui du Tiers Monde.

Ces scénarios que je me suis permis de vous proposer il y a maintenant 6 mois, au début de l'organisation de la préparation de ce colloque, sont ici soumis à votre critique. A une critique qui, je l'espère, sera forte et nous permettra, aux uns et aux autres, de sortir enrichis de cette étape de nos travaux.

Nous en sortirons, j'en suis sûr, avec une publication de grande qualité ; deux forts volumes. Un sur le passé, il est déjà prêt, un livre essentiel qui fait cruellement défaut jusqu'ici, sur le développement de l'Afrique de 1950 à 1975, qui, d'une certaine manière est aussi un peu le résultat d'une réflexion systématique conduite à l'I.D.E.P. pendant 7 ans. Et un second volume qui réunira, avec les propositions de scénarios et le résultat de la critique et des discussions, un programme pour des recherches ultérieures envisagées à l'échelle de l'ensemble du continent africain. Ce programme, j'en suis sûr, recevra l'appui généreux de tous ceux qui ont compris les raisons importantes pour lesquelles ils apportaient leur soutien à l'I.D.E.P. à ce stade de la préparation du travail. Ce programme sera mis en oeuvre avec la collaboration de toutes les institutions africaines de recherche réunies au sein du CODESRIA.

Je voudrais aussi vous rappeler que ce colloque est placé sous les auspices moraux de grandes instances africaines et tiers-mondistes : le Forum du Tiers Monde et l'Association des Economistes du Tiers Monde. La plupart d'entre vous sont membres de ces organisations et souvent membres très actifs, responsables de leurs Comités Exécutifs. Ce colloque, de ce fait, s'inscrit dans le cadre d'un programme général de réflexion du Tiers Monde sur son avenir. C'est un programme qui est donc destiné en premier lieu à renforcer le "self-reliance" intellectuel du Tiers Monde, si je puis dire. Il s'agit donc d'une réflexion du Tiers Monde sur son propre devenir qui parte de ses préoccupations propres, de ses intérêts. Nos collègues d'Amérique Latine, grâce au soutien de la Fondation Bariloche, ont fait un travail de pionniers dans ce domaine et élaboré un projet de scénario mondial qui, pour une fois et par opposition, j'oserais le dire, avec celui du Club de Rome, ne partait pas des préoccupations du Nord mais de celles du Sud. Des colloques analogues seront organisés en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique Latine, et culmineront sans doute à Alger où, à l'occasion

de la réunion du Conseil du Forum du Tiers Monde, l'année prochaine, se tiendra un colloque des trois continents sur le même thème. En même temps, l'Association des Economistes du Tiers Monde, dont une bonne partie des responsables africains sont ici présents, s'est donné pour objectif de réfléchir sur ce thème, en vue de la Conférence des Non-Alignés qui se tiendra à la Havane en 1979 et de faire le point critique du nouvel ordre économique international. En effet, à la date de la réunion des Non-Alignés, le nouvel ordre économique international aura 5 ans d'âge. 5 ans d'âge et déjà quelques années d'expérience et d'échecs cruels puisque ni la C.N.U.C.E.D. IV tenue l'an dernier, ni le Dialogue Nord-Sud qui vient de se clore, n'ont abouti à quoi que ce soit. Le nouvel ordre économique international risque donc fort de finir comme tant de résolutions dans les oubliettes de l'histoire.

Je me permettrai, en mon nom personnel, de vous suggérer une ligne de réflexion globale pour ce colloque. Est-ce que nous ne devrions pas nous préparer d'ores et déjà à songer que certains axes de réflexion et d'action devraient peut-être déplacés du champ de l'ordre international, c'est-à-dire de la révision, par le dialogue ou la confrontation - je n'exclus jamais ni l'un ni l'autre - des rapports internationaux au champ de ce qui dépend davantage de nous, c'est-à-dire de nos politiques nationales de développement auto-centré. Je veux dire par là aussi qu'il faudrait explorer davantage les possibilités d'autonomie collective (en anglais collective self-reliance), c'est-à-dire d'une intégration, non au sens d'un élargissement des marchés au sens conventionnel, mais d'une intégration économique et politique des différentes portions du Tiers Monde. Le thème de l'Unité africaine est un thème auquel les peuples africains sont parvenus au terme d'un siècle d'histoire commune de luttes contre la colonisation étrangère. Ce thème est demeuré suffisamment puissant pour que, je l'espère, nous puissions effectivement examiner sous cet angle les possibilités d'une meilleure coopération qui, entre autres effets, aurait pour conséquence de renforcer notre pouvoir de négociation, voire même de confrontation avec les régions développées.

Je voudrais enfin conclure en rappelant que, par sa participation active dans ce genre d'activités, l'I.D.E.P. remplit un rôle qui n'est pas négligeable, Institution de formation de cadres supérieurs, l'I.D.E.P. ne peut pas concevoir la formation de cadres qui doivent être des cadres de conception et non d'exécution, sans envisager sérieusement l'organisation des recherches qui permettent une maîtrise réelle de la réflexion sur les stratégies du développement tant national qu'international. Faute de quoi, et il faut le dire clairement, le discours, car il s'agirait de discours, sur le "self-reliance", sur le développement national autocentré, sur le nouvel ordre économique international, ressemblerait fort à ces discours quelque peu démagogique de politiciens du dimanche. Notre Institut, le seul Institut pan-africain de développement économique et social, ne peut pas considérer ces problèmes comme des aspects mineurs de son aticité. A l'heure, d'ailleurs, où le "self-reliance intellectuel" est à l'ordre du jour, on comprendrait mal que l'I.D.E.P. s'abstienne de réflexion sur ces thèmes. Il y a quelques jours, à Genève, Monsieur le Directeur Exécutif, les directeurs des instituts des Nations Unies ont rappelé avec force que le rôle de ces instituts était précisément de servir de base solide au système des Nations Unies et aux Etats de chaque région pour asseoir une réflexion systématique concernant les stratégies du développement national et international. Quelques semaines plus tôt, à Koweït, un groupe d'experts, réunis pour préparer une nouvelle grande Conférence des Nations Unies, la Conférence pour la coopération technique entre pays en voie de développement, a insisté sur le caractère en général pertinent de l'expérience transmis trop exclusivement jusqu'ici du Nord vers le Sud. S'il en est ainsi, l'I.D.E.P. n'a pas à enseigner des recettes de développement toutes faites, qui au demeurant n'existent pas. Ce colloque va fournir, une fois de plus, j'en suis sûr, un matériel pertinent de première qualité à l'enseignement de l'I.D.E.P., un matériel qui nous permette de sortir des sentiers battus dont on a fait maintenant l'expérience de la faillite.

